

## "Commission européenne: comment dégraisser l'autre mammoth" dans Le Figaro (3 mars 2000)

**Légende:** Le 3 mars 2000, le quotidien français Le Figaro relate les mesures de réforme de la Commission suggérées par le «Livre blanc». Ces mesures ont pour but d'éviter les dysfonctionnements administratifs et d'améliorer la gestion financière.

**Source:** Le Figaro économie. 03.03.2000. Paris.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"commission\\_europeenne\\_comment\\_degraisser\\_l\\_autre\\_mammoth"\\_dans\\_le\\_figaro\\_3\\_mars\\_2000-fr-7eb78f4a-2ccf-4894-a751-59990a518dd0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

**Institutions** Après des années d'immobilisme, la réforme de l'administration bruxelloise est lancée

## Commission européenne: comment dégraisser l'autre mammoth

**Bruxelles: Pierre Bocev**

Plus rien ne sera comme avant, tout sera mieux que par le passé et, à l'arrivée, la Commission européenne aura fait peau neuve. Promis, juré. Le repaire décrié de « *fonctionnaires apatrides* » sera devenu, selon l'expression de son président Romano Prodi, un « *modèle d'excellence* ». Une fois achevée la « *réelle révolution des méthodes de travail* », promet-il, l'exécutif communautaire fonctionnera même « *sans support papier* », c'est-à-dire sur un mode entièrement informatisé, sinon carrément virtuel...

Il est vrai qu'une réforme s'imposait. Le fonctionnement au quotidien de cette administration de plus de 21 000 hommes et femmes (4 % du budget de l'Union) venus des quinze pays membres n'avait guère changé depuis ses débuts. Cela aurait sans doute pu se perpétuer, par la simple force de l'inertie, s'il n'y avait eu, l'année dernière, le séisme politique déclenché par la démission forcée de l'équipe de Jacques Santer, secouée par des scandales en tout genre.

Ces abus ponctuels, mais aussi des dysfonctionnements administratifs et des lourdeurs de gestion, avaient alors été dénoncés par deux volumineux rapports d'un « comité des Sages » qui, pour la « squadra » de Romano Prodi, sont devenus à la fois livre de chevet et point de départ d'une nouvelle révolution copernicienne. La mise en œuvre en a été confiée à Neil Kinnock, le vice-président britannique de la Commission. L'ancien dirigeant travailliste vient de présenter cette semaine un Livre blanc, détaillé en « 98 mesures » concrètes, supposées résoudre tous les problèmes.

Certains secteurs appellent à coup sûr une nouvelle approche. Ainsi le « service commun des relations extérieures » qui gère l'ensemble des contrats d'aide extérieure : l'année dernière, il a géré la bagatelle de 640 projets et 16 448 contrats qui ont donné lieu à la publication de 3 343 appels d'offre, la signature de 40 097 ordres de paiement et la vérification d'à peu près autant de transactions financières. Tout cela couvre des engagements de fonds à hauteur de 7,9 milliards d'euros pour l'année 1999, mais l'administration n'arrive pas à suivre, de sorte que les retards de paiement accumulés pendant les exercices précédents totalisent 14,4 milliards. Un cauchemar de gestionnaire.

D'où l'idée de procéder à une « externalisation » partielle de ces activités : au lieu de surcharger encore davantage les bureaux déjà pleins de la fonction publique européenne, il s'agira de confier des dossiers à des contractants extérieurs. Mais ce système existe déjà, par le biais de « bureaux d'assistance technique », et certains d'entre eux ont été à l'origine de quelques-uns des scandales les plus retentissants. Il faudra donc des garde-fous.

Autre grand axe de la réforme, la gestion financière proprement dite. Là aussi, rien ou presque n'a changé depuis la création même de la Commission. Tout est centralisé à l'excès, l'acquisition du moindre crayon doit faire l'objet d'une ribambelle de signatures qui culmine dans l'octroi d'un visa « *ex ante* », c'est-à-dire avant l'achat. Dans l'avenir, chaque « direction générale », équivalent des ministères dans les structures nationales, sera responsable de ses propres dépenses, et le contrôle se fera « *ex post* », grâce à une équipe d'audit interne qui reste à créer.

Le souci de rationalisation n'épargne pas le déploiement du personnel. Dans certaines « directions générales », une minorité de fonctionnaires se la coulent douce, alors que d'autres croulent sous le travail. L'*Office des publications*, responsable, certes, du volumineux *Journal officiel*, emploie 535 personnes.

Mais ce sont là 22 postes de plus que dans les services de Mario Monti, le commissaire chargé de la concurrence. Et son travail à lui a triplé, entre l'examen des aides d'Etat, la chasse aux cartels et les centaines de dossiers de fusion d'une complexité souvent décourageante...

De manière générale, le nombre de tâches assignées à la Commission ne fait qu'augmenter au fil des années.

Rien que pour les négociations d'élargissement avec les candidats d'Europe de l'Est, il faut maintenir des centaines de groupes d'experts.

Chacune des directions générales sera donc invitée, d'ici à septembre, à identifier 5 % de son personnel qui pourrait être assigné à des fonctions plus cruciales ailleurs. Des révisions déchirantes en perspective.

Mais Romano Prodi se déclare bien décidé à ne plus accepter à l'avenir de tâches nouvelles que si ses services sont en mesure de les gérer correctement. Si l'hypothèse d'un tel refus devait un jour se matérialiser, il y a quelques belles explications à attendre entre la Commission et les capitales.

Belles explications en perspective aussi, mais avec les syndicats. Car Neil Kinnock, dans la plus pure tradition anglo-saxonne qui sous-tend son action, entend en finir avec les promotions à l'ancienneté et « au passeport » puisqu'il y a eu de tout temps des baronnies nationales. Il veut introduire un système fondé sur le mérite, comme dans le secteur privé, à partir d'une évaluation annuelle de tout le monde par les supérieurs hiérarchiques respectifs. Dans la vie souvent douillette des fonctionnaires bruxellois, cela tient de la révolution culturelle, et les représentants du personnel sont loin d'être convaincus. Autre problème potentiel, le futur système d'« alerte » pour dénoncer des fraudes : dans la culture actuelle, largement d'inspiration française, de la Commission, il est souvent perçu comme un appel à la délation.

Certains syndicats maison parlent ouvertement de « *hâte indécente* » à propos de la déferlante de Kinnock.

La volonté d'aller de l'avant se doublera donc d'une certaine prudence. Après tout, une tentative analogue à l'époque de la Commission Santer s'était soldée par une grève...

Car les écueils sont massifs, d'autant que toutes les capitales ne regardent pas avec le même enthousiasme ce qui se trame à Bruxelles.

C'est peut-être pourquoi, dans le préambule du Livre blanc, les vingt commissaires se sont juré fidélité : « *Nous souscrivons, en tant que collègue et individuellement, au programme de réforme.* » Un peu comme des boy-scouts avant de s'engager dans une aventure qui leur fait vaguement peur.

[Graphique : Triplement des effectifs en trente ans]